

ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY

ORGANIZAÇÃO DA
UNIDADE AFRICANA



ORGANISATION DE
L'UNITE AFRICAINE

منظمة الوحدة الافريقية

Addis Ababa - Ethiopia - Box 3243 Tel. 51 77 00 Telex 21046 Fax (2511) 51 78 44

FBM/2 (LXIV)
Add. 9

RAPPORT D'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE
DES PROGRAMMES DU BCI/OUA/CKRY AU TITRE DE
L'EXERCICE 1995/1996 DU BIENNUM 1996/98

RAPPORT D'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES
DU BCI/OUA/CKRY AU TITRE DE L'EXERCICE 1995/1996 DU
BIENNUM 1996/98

I. INTRODUCTION

1. Dans le cadre de la poursuite de son rôle de coordination des activités du PRAIMF, le BCI a bénéficié pour la dernière tranche du Biennum 94-96 d'une dotation annuelle (95-96) de 202199 \$ EU.

2. Ce budget appelle et renouvelle les mêmes remarques d'ordre général faites lors de l'évaluation à mi-parcours de la 1ère tranche (94-95) du Biennum à savoir :

- * Sous-budgétisation de certains postes statutaires (Indemnités de logement et Emolument du personnel etc.
- * Réduction au stricte minimum des dépenses de fonctionnement (codes 300, 400 et 600) qui sont entre 80 et 90 % de dépenses effectives à ce 8ème mois de l'exercice.

II. Evaluation de la mise en oeuvre des Programmes.

Les principales activités ayant suscitées l'engagement de ces dépenses ont porté sur :

Elément 2 du sous-programme : Activités de coordination :
Action de l'OUA

Il s'agit du rôle de coordination du Projet dévolu au Secrétariat Général de l'OUA, à travers son Bureau de coordination internationale basé à Conakry.

2.1. Sous élément - Préparation des projets

La consultation de l'UNSO visant la définition d'un mode opératoire du projet Système de document et Suivi environnemental a été poursuivi. Le document produit par le consultant a fait l'objet de discussion élargie au sein du CNCT. Mieux le BCI l'a soumis à tous les partenaires du projet (Pays et OIG membres du projet) pour commentaires.

* Le CI a participé à Dakar (Sénégal - Juillet 95) à la Conférence sur la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur la désertification en Afrique de l'Ouest au cours de laquelle, le CILSS et la CEDEAO ont été désignés comme chef de files pour l'exécution de cette convention dans cette sous-région.

La seconde rencontre dans le cadre de cette Convention prévue au départ en janvier 1996 s'est finalement tenue à Lomé du 22 au 24 février 96 et a concerné directement et plus particulièrement les OIG opérationnelles dans la sous-région dont le PRAIMF. Focalisé essentiellement sur la préparation et le lancement du Plan d'Action sous-régional (PASR) de lutte contre la désertification, le BCI, à l'instar des autres OIG a présenté une contribution très remarquée comme expérience dans la sous-région.

Notons que ces 2 activités ont été exécutées hors budget OUA. (financement CILSS/CEDEAO).

2.2 Sous élément : Suivi/Coordination des activités de terrain

L'exercice budgétaire sous-rubrique s'est ouverte avec la mise à disposition du rapport d'évaluation globale de l'ensemble des composantes du projet régional menée pour la consultation UNEP. Sa multiplication, sa distribution à tous les partenaires du projet (pays membres, OIG et Bailleurs d'assurances du projet) ainsi que son analyse au sein du CNCT (CNCT) ont été des activités importantes qui ont occupé le Bureau durant le 1er trimestre de l'exercice. L'actualité de ce rapport issus des projets de terrain et le manque de fonds disponibles au code mission ont fait que le CI n'a pas effectué de mission de terrain.

3.1 L'organisation du 28 août au 2 septembre de 2 rencontres régionales à savoir un séminaire de capitalisation et de vulgarisation des acquis du projet (Résultats des BRP notamment) et la 2ème session de la Conférence ministérielle du projet ont été l'aboutissement de ce processus d'évaluation engagée et recommandée par l'assistance du PNUE. Cette activité a nécessité des ressources financières nettement supérieure à la dotation disponible.

4) Sous élément : La sensibilisation et la recherche de financement

Si par le passé notamment depuis les 2ème et 3ème session du Comité Consultatif Régional, la recherche de financement s'est principalement limité à l'élaboration et à la soumission des requêtes, la tenue de la Conférence Ministérielle a été une occasion ultime d'intéressement des partenaires potentiels. En effet, en dehors des agences spécialisées des Nations Unies (UNSO, PNUD, PNUE, CEA et OMM) toutes présentes et déjà engagées à appuyer le Projet Régional, 2 bailleurs d'assistance se sont officiellement déclarés intéressés aux différentes activités du projet. Il s'agit de l'ACDI pour tout ce qui est diagnosti/évaluation des Ressources naturelles et suivi - environnemental et les Pays Bas à travers la

FAO pour ce qui est des composantes régionales du projet à savoir biodiversité, aménagement de Bassins vasants et lutte contre la désertification.

Activités menées hors budget OUA

En résumé les activités ci-après ont bénéficié de l'appui de nos partenaires:

- Participation à la préparation des Projets du Plan d'Action S/Régional (PASR) de la lutte contre la Désertification (CILSS);
- Une partie des frais d'organisation du Séminaire Régionale de Capitalisation des Acquis des BRP et de la 2ème Session de la Conférence Ministérielle du projet (PNUE).

III. ACTIVITES EN COURS ET/OU PREVUES AVANT LA FIN DE L'EXERCICE

Les rencontres Régionales organisées sur le projet et dont la mise en forme, l'édition et la distribution des documents finaux ont occupé particulièrement le BCI durant le 2ème semestre de l'exercice, avaient aboutit a des directives et décisions d'une importance capitales pour le Projet notamment sur:

- la préparation avec les Bailleurs d'assistances qui ont fait des déclarations d'intention des modes opératoires de leurs interventions;
- la restructuration et l'élaboration d'un instrument juridique de mise en oeuvre du projet et garantissant les intérêts des différents partenaires du projet;
- l'élargissement de la plate-forme Commune d'Action du projet (PCA);
- l'intégration des principaux éléments de cette PCA dans le Plan d'Action S/régional (PASR) de la convention de lutte contre la Désertification;

Le BCI s'emploie activent aujourd'hui à la mise en oeuvre de ces décisions. C'est ainsi qu'il s'apprête à recevoir 4 missions à savoir:

- Mission de l'Agence Canadienne de Développement International - ACIDI (déjà sur le terrain depuis le 12 mars 1996);

- Mission FAO du 5 avril au 12 mai 1996;
- Mission CEA du 15 au 30 avril 1996;
- et Mission CILSS/CEDEAO fin mai début juin 1996

Chacune de ces missions s'occupera de l'une des directives de la Conférence ci-dessus énumérées et nécessiterons pour la plupart des visites de terrain et des rencontres techniques avec les mécanismes de coordination.

IV. CONCLUSION

Il va sans dire que le Budget disponible est nettement insuffisant pour couvrir l'ensemble de ces activités qui ne peuvent être toutes programmés auparavant. La demande de virement présenté ci-après pourrait palier relativement cette contrainte.

1996

RAPPORT D'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES DU BCI/OUA/CKRY AU TITRE DE L'EXERCICE 1995/1996 DU BIEMWM 1996/98

OUA

<https://archives.au.int/handle/123456789/6597>

Downloaded from African Union Common Repository